



**PROCES-VERBAL  
REUNION DU COMITE DIRECTEUR  
MERCREDI 7 DECEMBRE 2022**

- En Visioconférence -

**B.O n° 2564**

---

*Début des travaux à 14h00*

---

**Appel nominal par la Secrétaire Générale**

---

Liste des présents :	
<b>Président</b>	Gilles SEZIONALE
<b>Trésorier</b>	Bernard DALMON
<b>Secrétaire Générale</b>	Dominique CUPILLARD
<b>Vice-Président(e)s</b>	Lazreg BENELHADJ Bénédicte COMPOIS Christiane GUERIN Dominique LAGIER Jean-Luc MANAUDOU Joël PINEAU
<b>Chargés de Mission</b>	Denis CADON Benjamin MERCIER Stéphane METZGER
<b>Membres</b>	Christine ARNOUX Sylvie CAILLET Evelyne CIRIEGI (en partie) Marc DEBERGHES Julie EISSEN Laure GAUTHREAU Olivier HIRTZIG Christine KITEGI Richard LAGRAVE Pierre LEGROS Myrtho MANDE (en partie) Hélène RICARDO Carine SOLLBERGER Patrick TRIOEN
<b>Assistent :</b> Directeur Général Directrice Financière Responsable Financière par intérim Directeur Technique National DTN Adjointe Responsable de la coordination des instances	Laurent CIUBINI Alexandra LABOUCHEIX Ingrid D'HOSTINGUE Julien ISSOULIÉ Agnès BERTHET Magali TAPRET

Collaboratrice Président, responsable MG Directeur Accompagnement Réseaux & Territoires Représentante CSE Représentant CSE Société Eventeam Société Eventeam	Valérie GICQUEL Basile GAZEAUD (en partie) Sophie LARDILLAT Antoine DURAND Karim HERIDA (en partie) Roch FRANCOIS (en partie)
<b>Excusés :</b> Trésorier Adjoint Secrétaire Général Adjoint Membre Membre Membre Membre	Patrick PEREZ Philippe BRIOUT Alain BERNARD Marieke HOEDTS Christelle MIGNE Inès NYADANU POLLET

Dominique Cupillard procède à l'appel nominal et informe que conformément aux Statuts fédéraux, Marieke Hoedts n'étant pas licenciée à la date de ce premier Comité Directeur de la saison, elle est considérée comme démissionnaire. Un courrier lui sera adressé en ce sens.

Elle présente ensuite Ingrid d'Hostingue, responsable financière par intérim, qui remplacera Alexandra Laboucheix durant son congé maternité.

## 1. Accueil du Président

Gilles Sézional souhaite la bienvenue à tous. Malgré la situation actuelle satisfaisante en termes de licences, nous enregistrons un delta négatif par rapport à N-3, qui fait suite à la situation compliquée engendrée par la crise sanitaire, en termes de fermetures de piscines, d'ajouts ou de reports de compétitions. Il évoque également le contexte inflationniste qui impacte fortement le montage du budget 2023, sur lequel nous devons trancher. Les arbitrages doivent tenir compte de cette équation mathématique car nous devons non seulement concilier les missions que nous confie le Ministère, avec 70% de notre budget consacré au développement de nos pratiques, et l'évolution très relative de la contribution de l'Etat malgré les performances enregistrées dans nos cinq disciplines, tout en faisant en sorte d'obtenir des résultats. Nous y travaillons et nous comptons sur tous pour trouver des solutions.

## 2. Affaires Administratives

### *2.1 – CC Développement Durable : rendu des travaux sur le plan de sobriété énergétique (en annexe)*

Bénédicte Compois rappelle que l'année dernière la Fédération s'était engagée dans une démarche de Responsabilité Sociétale des Organisations. Sur la base d'un premier diagnostic, des pistes d'actions ont été élaborées. Le CC développement Durable a identifié les points de leviers sur lesquels la Fédération peut agir à son niveau. Plusieurs groupes de travail sont intervenus à la fois au niveau du CNOSF et du Ministère dans le cadre de la feuille de route du plan de sobriété énergétique du sport. Un premier levier d'actions sur le siège fédéral, validé par le Président et le CSE, a été mis en place :

- Blocage de la température des bureaux à 19° conformément aux directives gouvernementales et de l'abaisse à 15° à partir du vendredi soir et durant le week-end, sur la période allant du mois d'octobre au mois d'avril inclus.
- En complément, il a été acté que le lundi, sur la période précisée ci-dessus, devient un jour de fermeture de la FFN et peut permettre d'activer un 3e jour de télétravail.

L'objectif est maintenant d'aller plus loin par rapport à nos pratiques et au "réseau fédéral", d'une part en encourageant les ligues, départements et clubs à s'engager dans un plan de sobriété énergétique en termes de fonctionnement général des structures, en poursuivant en interne le travail sur les volets "événements sportifs" et sur la problématique liée aux transports, et en confirmant notre engagement dans la démarche RSO, avec la signature d'une charte d'engagements avec le Ministère, rendue obligatoire pour l'ensemble des Fédérations d'ici le mois de juillet 2023.

La Fédération va maintenant entrer dans une phase plus communicante autour de ces sujets à destination des clubs et des licenciés, sachant qu'en complément de la nouvelle mouture de la labellisation des clubs, une charte écoresponsable est proposée dans les prérequis.

Le Comité Directeur valide ce procès-verbal.

### **3. Affaires financières**

---

#### ***3.1 – Atterrissage financier 2022***

Alexandra Laboucheix précise que l'atterrissage 2022 impacte directement le budget 2023. Cet atterrissage étant déficitaire, il devra être rattrapé sur les prochaines années 2023, 2024 et 2025. Cette stratégie a été approuvée par les CAC.

Pour rappel, le budget 2022 a été présenté à l'équilibre lors du Codir de janvier 2022, grâce à des actions fortes, notamment la hausse du prix des licences. Lors de l'Assemblée Générale de juin 2022, les premières préoccupations budgétaires ont été évoquées (contexte inflationniste, calendrier sportif densifié, prises en charge d'organisations non prévues). Au Bureau du 21 septembre dernier, ces préoccupations ont été valorisées plus finement et l'atterrissage a été une nouvelle fois mis à jour lors du Bureau de novembre.

#### Sur le budget sportif – Performance :

- ✓ **Calendrier sportif : risque estimé à 450K€**
  - CM Budapest non prévus au budget
  - CM petit bassin à Melbourne (vs Kazan)
  - CM Junior à Lima (vs Kazan)
  - Inflation sur les hébergements & transports
- ✓ **Recettes : risque estimé à 300K€**
  - Un delta de 90 k€ entre le soutien de l'ANS et ce que nous espérions sur le prévisionnel, malgré tout l'ANS a accordé des avenants qui ont amené 167k€ supplémentaires mais sur d'autres dépenses.
  - La FFN n'a pas autant refacturé les ligues / clubs / nageurs que prévu
  - Moindre participation de la LEN et de la FINA
- ✓ **Pensions INSEP : risque estimé à 100K€**
  - Hausse du nombre d'athlètes accueillis
  - Construction budgétaire à affiner sur les recettes

#### Prise en charge d'organisations non prévues :

- ✓ Etape de Coupe du Monde Eau Libre à Paris : **déficit de 40K€**
- ✓ Super Finale de World League à Strasbourg : **déficit de 100K€**
- ✓ Championnats de France 25m à Chartres : **déficit de 130K€**
- ✓ Open de France et Euro Jeune de Natation Artistique : **équilibré**

S'ajoute à cela :

- ✓ Un rattrapage du point sur les cotisations retraite : **- 125K€**
- ✓ Divers : obsolescence du parc SI (On l'Agence ...), rachat d'un véhicule à la casse, liquidation de clubs, baisse placements financiers, réponse à la candidature sur les CE 2026, partenariats moins juteux ... : **- 200K€**

### **Soit un déficit autour de 900K€.**

Gilles Sézional précise que ce déficit, dû à un certain nombre de facteurs qui ne pouvaient pas être anticipés, ne représente que 4% du budget global et qu'il n'y a pas d'inquiétude à avoir. Les CAC ont par ailleurs accepté que l'apurement du passif puisse être étalé sur 3 ans.

Laurent Ciubini précise que le programme d'actions sportives a été globalement tenu, même s'il a effectivement engendré un dépassement de 450 000€, essentiellement dû au contexte inflationniste et aux instances internationales (recettes habituelles de la FINA et de la LEN de 150 000€ abaissées à 80 000€), ainsi qu'à des coûts de déplacement multipliés par trois pour certains championnats qui ont dû être délocalisés (Melbourne *vs* Kazan, Lima *vs* Kazan). Ce programme a cependant permis un grand nombre de qualifications de nos équipes sur les diverses échéances. La FFN devrait parvenir à apurer ce déficit à travers la construction d'un budget maîtrisé.

Lazreg Benelhadj précise que lors de la présentation de l'atterrissage au Bureau du 30 novembre, il a été dépassé par les informations qu'il a reçues et n'a donc pu réagir à chaud. Il s'interroge aujourd'hui sur le fait que le Comité Directeur n'ait pas été alerté de cette situation plus tôt afin de tenter de trouver des solutions d'une manière collégiale. Par ailleurs, à la lumière de cette situation déficitaire, il s'étonne que la Fédération ait sélectionné pour Melbourne plus de nageurs que prévu au départ et maintenu certaines actions alors qu'elle n'en a pas les moyens ? Il met l'accent sur le fait qu'il est néanmoins bien en phase avec le projet sportif et qu'il ne remet absolument pas en cause les sélections supplémentaires. Il était d'ailleurs contre le fait de limiter les sélections sur un Championnat du Monde. Il y a cependant des 4% de déficit qui peuvent être plus dangereux que d'autres.

Laurent Ciubini rappelle que cette situation de déficit grandissant a fait l'objet de 3 alertes en Bureau. De plus, au regard de l'augmentation de la licence, commencer le programme ambitieux en janvier 2023 aurait eu pour conséquences de ne pas avoir de qualifications ou de programme à la hauteur des enjeux sportifs.

Julien Issoulié précise que pour Melbourne sur les 16 nageurs sélectionnés, 4 ont été rajoutés, dont deux sur les épreuves de demi-fond tronquées dans les ranking, et considérant qu'ils pourraient aussi servir dans les relais. A un an et demi des jeux, donner cette opportunité à des jeunes crée aussi une dynamique dont nous avons besoin. En contrepartie, il a été décidé de ne pas envoyer de fret (bains froids etc.), ce qui a permis par exemple de réaliser une économie de 15 000€, qui compense largement le montant des billets de ces nageurs.

Bernard Dalmon ajoute avoir alerté de cette situation lors de l'AG de juin à Royat, sachant que nous avions déjà dépassé le budget de 400 à 500 000€. En septembre 2022, des chiffres ont été annoncés et présentés lors du dernier Bureau.

Julie Eissen aurait aimé avoir des éléments en amont de la réunion car échanger sur un déficit annoncé à 900 000€, non consolidé, lui paraît très obscur, sans éclairage au regard du déficit déjà présenté l'année passée. Sans éléments, il est très difficile de poser des questions, de comprendre quelles sont les orientations prises et les arbitrages qui sont faits. Si l'année dernière la FFN a consommé une partie de ses fonds propres, qu'en est-il aujourd'hui ? Concernant les placements financiers, quelles sont les sommes allouées ? Qu'en est-il de la réforme de 2M€ du système informatique, dont 1M€ de logiciels censés être amortis entre 3 et 5 ans ? Etaler le remboursement de la dette sur 3 ans sans avoir de prospective de vision budgétaire alors que l'on sait tous qu'en 2023 et 2024 les compétitions seront nombreuses dans l'optique des JO, lui semble compliqué. Quels moyens nous donnons-nous pour y parvenir, quelle vision partageons-nous ensemble ? Le Comité Directeur est là pour partager collégialement dans le positif comme dans le négatif une ambition et une stratégie de positionnement.

Pour ce qui concerne le Water-Polo, il est très difficile d'apprendre que la FFN s'est « plantée » sur un budget d'accueil de World League, avec un déficit de 100 000€. De plus, dans le contexte tendu avec l'ANS, il semble déraisonnable d'avoir des ambitions de subventions positives. La base de notre stratégie

d'élaboration est d'être précautionneux sur les recettes. Ce déficit est d'autant plus à prendre en compte alors que nous avons augmenté la licence de 5€ et que 0,50€ supplémentaires sont demandés aux ligues pour financer les SI.

Laurent Ciubini répond que la Fédération ne s'est pas « plantée » sur la World League. Cette organisation a été ajoutée dans une optique de stratégie sportive, en tant que clef d'entrée aux championnats du monde. Aujourd'hui, le déplacement d'une équipe sur un tel évènement coûte environ 80 000€. Le déficit de 100 000€ n'est donc pas délirant. Il aurait certes pu être moindre si la FINA avait joué son rôle et ne s'était pas déplacée en si grand nombre. La présentation faite aujourd'hui a été construite sur la base du projet établi pour l'Olympiade avec de grands axes majeurs de densification du programme sportif, de réforme des SI et de création du CFR. Sur un budget de 22M€, il s'agit aujourd'hui d'une alerte, la situation n'est pas catastrophique d'autant plus que nous ne sommes que le 7 décembre et qu'il sera peut-être moindre. La décision d'augmenter la licence a été prise car nous savions qu'elle était nécessaire aux vues de nos ambitions sur le haut niveau.

Par rapport aux fonds propres qui étaient très positifs notamment grâce à nos placements de la vente de Pantin, le choix a été de les investir dans le sportif. L'objectif était que nos fonds soient à hauteur de 2,5M€. Le remboursement se fera à hauteur de 350 000 Euros sur 3 ans pour revenir à hauteur de nos fonds propres cibles. Cette stratégie a été présentée et validée par les CAC.

Quant à l'ANS, lorsque nous bâtissons un budget, il y a une part de pari sur les subventions eu égard au nombre d'actions que nous devons mettre en place.

Julie Eissen : c'est pourquoi il est important d'avoir les chiffres pour pouvoir avoir une lecture plus éclairée de la situation présentée. Avec le déficit enregistré l'année dernière et un déficit annoncé cette année, la vision prospective budgétaire devrait être sur 2023 et 2024 car nous savons que nous allons avoir des engagements conséquents. Si elle partage le fait que la Fédération doit s'inscrire dans une dynamique sportive ambitieuse car elle doit être présente au rendez-vous des JO 2024, elle croit peu en revanche que nous pourrions éponger un déficit de 300 000€ réparti sur 3 ans, avec des exercices excédentaires, alors que le contexte est inflationniste. Il est donc important qu'en termes de transparence nous partagions tous ensemble la vision prospective budgétaire qui devra être réalisée sur 2023, 2024 et 2025.

Laurent Ciubini rappelle que tous les comptes sont à la disposition de tous. Aujourd'hui l'exercice est compliqué car nous sommes en cours de finalisation. Pour l'atterrissage d'avril tous les documents seront adressés en amont pour analyse. La vision sur 3 ans reste à mettre sur le papier et tous les arbitrages ne sont pas encore totalement arrêtés car il y a beaucoup de variables.

Bernard Dalmon confirme que l'atterrissage se fera fin avril après connaissance des chiffres des licences le 15 avril.

Jean-Luc Manaudou rappelle son souhait exprimé lors du Codir de décembre 2021 à Montpellier que le Comité Directeur soit davantage associé au processus budgétaire au travers de réunions en présentiel avec une communication exhaustive des chiffres. En février 2022 nous avons été invités à une explication sur la construction budgétaire, mais nous n'avons pas participé à cette construction. Qui construit et arbitre les décisions budgétaires à la Fédération ? A quoi correspondent exactement les 900 000 Euros de déficit ? Bien évidemment il ne remet pas en cause l'investissement qui doit être fait sur le sportif qui est l'objet même de la Fédération. Il réitère sa demande de pouvoir participer à la construction du budget fédéral, avec la connaissance des chiffres en amont, un compte de résultat intermédiaire, afin de pouvoir débattre point par point, poste par poste, de ce qui pourrait être discuté. Des pistes d'économies peuvent peut-être être réalisées ailleurs que sur le sportif. Cette demande ne relève pas d'une question de confiance mais d'intérêt personnel de chacun à la construction budgétaire de la Fédération. C'est pourquoi il sollicite une nouvelle fois une réunion en présentiel avec le Comité Directeur ou des personnes suffisamment informées pour pouvoir en discuter plus.

Denis Cadon relativise le poids du déficit à hauteur de 4% du budget dès lors que l'on trouve les mesures pour le gommer. Attention toutefois à ne pas tomber dans une erreur d'orientation strictement sportive. Il

y a en effet peut-être d'autres axes d'économies en dehors du sportif ? Par ailleurs une trop grande vulgarisation des documents engendre une mauvaise vision des choses ; le propos est trop simplifié.

Laurent Ciubini : si une réunion de travail s'avère nécessaire, elle sera bien entendu programmée avec ceux que cela intéresse. Le but n'est pas de cacher des choses mais d'avancer concrètement. Une série d'arbitrages est présentée aujourd'hui pour répondre à l'objectif de l'équilibre visé.

Stéphane Metzger s'interroge sur la communication fédérale à destination des clubs et des ligues vis-à-vis des mesures fédérales engagées, telles que la suppression des montants alloués à la contractualisation et à la labellisation, la facturation des déplacements des jeunes de l'équipe de France, la baisse de la dotation sur le JAN, alors que le prix de la licence a augmenté, que les ligues participent à hauteur de 200 000 € sur les SI, et que les engagements dans le cadre du Water-polo et les droits de transferts ont augmenté. Les flux financiers ne semblent aller que dans un sens, il nous faut donc des langages de communication pour rassurer nos structures.

Laurent Ciubini répond qu'une fois le budget fléché, nous pourrons communiquer.

Benjamin Mercier dit ne pas avoir une vision comptable précise de la Fédération. Si le Comité Directeur doit assumer certaines décisions, il doit être concerté en amont sur les arbitrages financiers. Peut-être faut-il mettre un peu plus sur le sportif et moins sur la réforme informatique par exemple ? Des sujets aussi pointus ne peuvent pas être abordés sur 2 heures de réunion. Par ailleurs, en sa qualité de Président du CC Water-Polo, il n'a jamais été consulté sur la construction budgétaire de la Super Finale de la World League à Strasbourg, dont il découvre aujourd'hui le déficit, sans avoir connaissance du bilan financier, alors qu'il est demandé aujourd'hui de valider la signature d'une convention entre la FFN et le club de Strasbourg. Assumer budgétairement des décisions ne peut se faire qu'en toute connaissance de cause.

Sylvie Caillet rejoint les propos de Benjamin Mercier. Elle trouve dommage qu'en sa qualité de Présidente du CC Plongeon, elle n'ait découvert le budget de la discipline que lundi matin lors des arbitrages sportifs. Elle estime qu'au sein du CC des choix sportifs pourraient être faits pour arriver à équilibrer le budget.

Dominique Cupillard précise que pour sa part, en tant que Présidente du CC Natation Artistique, elle a toujours été en lien avec les techniciens fédéraux de la discipline pour partager sur le budget ; il s'agit d'une co-construction.

Laurent Ciubini : nous n'avons pas de volonté de cloisonner mais effectivement tous les CC ne fonctionnent pas de la même façon.

Marc Deberghes fait état des nombreuses remontées de clubs et de départements sur les différentes augmentations engagées par la Fédération et les coûts impactés par la réforme informatique. Cela fait 2 années que nous sommes déficitaires et les Présidents de ligues ont besoin d'axes de communication, d'arguments afin de pouvoir envoyer des messages positifs sur le terrain. En ce qui concerne l'augmentation du nombre de nageurs sur Melbourne, elle est tout à fait justifiée et compensée par la suppression du fret.

Gilles Sézional rappelle que ce sont les adhérents qui paient la licence et non les clubs, car elle est incluse dans la cotisation. Aujourd'hui nous devons relativiser quant à ce déficit qui, il le répète, ne représente que 4% du budget global de fonctionnement. La plus grosse partie du budget concerne les missions de développement et non le haut niveau. Aujourd'hui nous proposons une co-construction du budget 2023. Chaque CC doit travailler sur la discipline qui le concerne. Une réunion de travail aura lieu en janvier pour avancer ensemble.

### ***3.2 – Présentation du processus budgétaire 2023***

Pour rappel, le processus budgétaire a été lancé le 26 septembre 2022 avec les orientations suivantes :

- ✓ Souplesse avec l'augmentation du prix de la licence
- ✓ Contexte d'inflation



- ✓ Sobriété énergétique
- ✓ Réflexion sur la rentabilité de chacune des actions
- ✓ Objectif de rattrapage des déficits sur les 3 budgets à venir

Les premiers retours budgétaires et « tours de tables » budgétaires ont eu lieu le 17 octobre 2022 avec un budget déséquilibré à -1,9M€. Le 30 novembre le déséquilibre était à -1M€. Aujourd'hui, le budget est présenté avec un déséquilibre à -370K€.

Plusieurs options d'arbitrages par Directions ont permis de passer d'un déficit de -1.9M€ à un déficit de -0.4M€ :

#### **DTN :**

- ✓ Pas d'augmentation de budget de 260K€ sur les équipes relèves de Water-Polo
- ✓ Limiter à 205K la hausse des actions de Water-Polo sur les équipes Senior (en hausse de 290K€ dans la version initiale)
- ✓ 100K€ : meilleure estimation des recettes INSEP
- ✓ 40K€ de recettes supplémentaires sur le Fonds de dotation de Water-Polo (120K€)
- ✓ 17K€ d'actualisation du Fonds de péréquation Plongeon
- ✓ 60K€ de diverses réductions de hausse de budget

#### **Direction Administrative et Financière :**

- ✓ 150K€ : étalement du passif sur 3 ans (au lieu de 2 ans, en accord avec les CAC), soit 350K€ à récupérer par an au lieu de 500K€
- ✓ 100K€ : revalorisation de nos hypothèses Licence
- ✓ 50K€ : placement de nos intérêts
- ✓ 50K€ : mise en application de la refacturation des athlètes internationaux

#### **Direction du Rayonnement :**

- ✓ 150K€ d'ambition supplémentaires sur nos partenariats
- ✓ 110K€ de diminution des hausses de budget proposées
- ✓ 50K€ : volonté d'un GIANT à l'équilibre

#### **Direction du Développement des Pratiques et de la Santé :**

- ✓ 120K€ : proposition de baisse de 4€ des reversements JAN

#### **Direction des Ressources Humaines :**

- ✓ 35K€ : actualisation de la revalorisation salariale à 3% & adaptation de l'enveloppe de revalorisation

Benjamin Mercier regrette ne pas avoir été consulté sur les arbitrages du Water-Polo, dont les 85K€ de diminution des actions et la non-augmentation sur les équipes relèves. Il rappelle par ailleurs concernant les 40K€ de recettes supplémentaires sur le fonds de dotation du WP, que ce fonds a été créé pour mener des actions complémentaires et non clôturer un budget. Une présentation d'arbitrages sans concertation du budget n'est pas possible. Il ne souhaite pas assumer quelque chose qu'il n'a pas pu étudier auparavant. Laurent Ciubini précise que ce sont des propositions d'arbitrage. Il ne s'agit pas aujourd'hui de valider le budget mais de voir ensemble le chemin qu'il reste à parcourir.

Julie Eissen souscrit totalement aux propos de Benjamin sur la visibilité en amont des éléments budgétaires de la discipline, sachant qu'elle est toujours dans l'attente de la vision prospective 2023-2024 de la DTN ainsi que de la stratégie budgétaire associée garçons, filles et jeunes. Elle attend donc le détail des propositions d'orientations budgétaires partagées, en lien avec le calendrier sportif associé, afin que le CC puisse travailler concrètement.

Lazreg Benelhadj : dans le cadre de la politique du 100 % licences menée aujourd'hui et du développement du plan JAN (qui fonctionne et qui est un sujet sociétal), il trouve regrettable d'aller vers une diminution du reversement de l'activité, même s'il comprend les arbitrages.

Le budget global 2023 direction par direction est ensuite présenté (cf. tableaux en annexe).

Gilles Sezionale : au regard de l'ensemble des interventions, une réunion de travail aura lieu en janvier pour que les membres du CODIR puissent comprendre plus en profondeur les propositions budgétaires et se faire une idée plus précise sur chaque budget et proposition d'arbitrage.

Pour rappel, il ne faut pas oublier que la FFN a été largement impactée par la crise liée au COVID et malgré les bons résultats enregistrés par nos équipes, les subventions de l'Etat ne sont pas à la hauteur de ce qu'elles seraient si nous étions 5 fédérations.... Être en déficit peut être assumé au regard de nos ambitions olympiques.

Julien Essein fait remarquer qu'il aurait été plus intéressant de présenter les éléments en réel consolidé et non en net. Par ailleurs, que signifie la « DTN transverse » ? Quelle somme est placée en banque ? Quelle visibilité sur le plan d'amortissement pluriannuel des SI, sachant que l'on est sur une dotation aux amortissements de 1,9M€ et que l'on va redéclencher un budget d'investissement de 2M€ ?

Alexandra Laboucheix répond que la « DTN transverse » correspond au plan coaches, au soutien des entraîneurs, au fonctionnement de la DTN ainsi qu'aux CTS. Sur les SI, le choix partagé avec les CAC est d'amortir le projet « Aqua Vista » sur deux olympiades (8 ans). Elle précise par ailleurs que les dotations annuelles sont de 358K€ en 2021, et non de 1,2M€ comme évoqué.

Laurent Ciubini : 2,5M€ sont placés en banque avec pour objectif qu'ils rapportent 50 000€.

Lazreg Benelhadj tient à saluer le discours et la proposition. S'il est bien de rappeler que ce programme a été soutenu et porté par tous, le sujet aujourd'hui est notre capacité à pouvoir répondre aux interpellations des clubs sur les décisions fédérales qui par manque d'information peuvent nous dépasser et/ou nous mettre en difficulté.

Evelyne Ciriégi demande si une somme a déjà été allouée pour la billetterie des J.O 2024. Il serait bien de savoir si la Fédération sera suffisamment ou non dotée afin de pouvoir réajuster si besoin.

Laurent Ciubini informe qu'un prévisionnel d'achat de billets à hauteur de 280000€ a été adressé à Paris 2024 sur nos 5 disciplines, sans aucune visibilité quant au nombre que nous pourrions obtenir (au minimum et au maximum). Une réponse nous sera apportée en février 2023. Cette proposition impacte la trésorerie 2023 et les comptes 2024.

Gilles Sezionale précise qu'il est strictement interdit aux Fédérations de revendre ces billets.

### ***3.3 - Point à date sur les licences***

- ✓ 248 174 licences au 6 décembre (+ 15 605 par rapport à N-1 ; - 22 506 par rapport à N-3)
- ✓ Point de vigilance : - 12 033 licences CPT et - 13 971 licences NPT par rapport à N-3
- ✓ 4 890 824 € perçus
- ✓ Pour atteindre l'objectif des 400 000 licences, 1,4M€ sont à récupérer.

Le tableau ligue par ligue est joint au présent procès-verbal.

### ***3.4 – Fonds de péréquation Plongeon : restitution de l'enquête Ligues***

Alexandra Laboucheix rappelle la genèse de ce dispositif et le calendrier de mise en place du fonds de péréquation plongeon :

- ✓ Lors du processus budgétaire du 4ème trimestre 2021, constat de l'investissement hétérogène des ligues en faveur du plongeon, alors même que toutes bénéficient de la même part régionale
- ✓ Décision de créer un fonds de péréquation pour le Plongeon lors du Codir de janvier 2022



- ✓ Explication des éléments dont doit disposer la FFN pour la mise en place du processus lors du Conseil des Territoires du 16 novembre 2022
- ✓ Mise en œuvre du processus de clôture en décembre 2022

Afin de pouvoir mettre en place ce fonds de péréquation, la Fédération avait besoin en amont de compiler tous les indicateurs autour des organisations plongeon sur le périmètre national, régional et interrégional, en termes d'implications financières pour cette discipline. Pour ce faire, un courrier explicatif du mécanisme de péréquation a été adressé à l'ensemble des Présidents et Trésoriers de ligues, avec la date butoir du 7 décembre pour la restitution de ces éléments. Seules 3 ligues sont revenues vers nous, en précisant qu'aucune dépense n'avait été faite en faveur du plongeon. Avant le 31 décembre 2022, un retour des montants redistribués au titre de la péréquation sera fait aux ligues. Ce fonds de dotation ayant été budgété à 70K€, la contribution de chacune des ligues sera facturée au prorata des licences de chacune de ligues.

### ***3.5 – Validation de la convention entre la FFN et Team Strasbourg concernant le financement de la Super Finale de la Ligue Mondiale de Water-Polo de juillet 2022 (en annexe)***

Laurent Ciubini rappelle que l'objectif sportif de cette organisation était la qualification de l'Equipe de France aux Championnats du Monde. Cette action, qui s'est ajoutée au programme sportif initialement prévu au budget, a coûté 100 000 Euros et a été portée par le Team Strasbourg. Cette convention vise à rembourser le club des sommes avancées.

Julien Issoulié explique que l'invitation de la FINA à organiser cette compétition nous a permis d'avoir l'opportunité de préparer notre équipe à la qualification. Ce qui n'était pas prévu à la base ce sont les frais engendrés par la présence d'un grand nombre des représentants de la FINA (22 au lieu de 8) et sur le broadcast qu'il a fallu upgrader. L'opportunité sportive était importante, si l'on en veut pour preuve la place de 6<sup>ème</sup> obtenue aux Championnats d'Europe.

Jean-Luc Manaudou ne comprend pas bien le sérieux de la prévisibilité budgétaire de cette action, sans remettre aucunement en cause l'opportunité sportive. Sommes-nous bien en mesure d'avoir déployé tout ce qui est en notre capacité pour faire des économies, et ce dans tous les domaines ?

Stéphane Metzger confirme que la réalité de l'organisation avec des doléances supérieures de la FINA par rapport au cahier des charges initial, a fortement grevé le budget de cette organisation.

Julie Eissen confirme que cet événement n'était ni anticipable ni budgétisable mais qu'il était essentiel en termes de portée sportive au positionnement de l'Equipe de France. Seul regret, la présentation du différentiel de coût le 7 décembre, qui aurait pu être anticipée.

Le Comité Directeur valide la convention - 2 abstentions : Jean-Luc Manaudou et Sylvie Caillet

## **4. Affaires sportives**

---

### ***4.1 – Plongeon : proposition d'amendements du process d'élaboration des classements nationaux 2022-2023 (en annexe)***

Sylvie Caillet précise que ces critères sont proposés de façon à ce que tous les plongeurs qui plongent au cours de la saison soient pris en compte, notamment les maîtres

Le Comité Directeur valide la proposition d'amendements du process d'élaboration des classements nationaux 2022-2023 pour le plongeon.

### ***4.2 – Natation Artistique : modification des scores de qualification Elite 2023 (en annexe)***

Dominique Cupillard précise que nous étions restés sur des points de qualification identiques avant Covid et que l'on s'est rendu compte qu'il n'y avait plus de différence suffisamment notoire entre le niveau national et le niveau Elite. C'est pourquoi une proposition est faite de relever les scores de qualification Elite sans changer l'accès à la N1.

Le Comité Directeur valide la modification des scores de qualification Elite 2023.

#### ***4.3 – Eau Libre : règlement CF indoor 2023 – critères de sélection EDF pour les CM eau glacée (en annexe)***

Le Comité Directeur valide le règlement des Championnats de France Indoor 2023 et les critères de sélection EDF pour les Championnats du Monde en Eau Glacée.

#### ***4.4 – Bilan du Championnat de France 25m***

Julien Issoulié revient sur ce très bel événement qui a permis de nombreuses qualifications aux Championnats du Monde ; à noter également que les analyses techniques montrent que certains nageurs ont repris des performances plus intéressantes. Quelques sujets restent maintenant à évoquer, notamment le développement de l'arbitrage vidéo, incontournable dans les années à venir. Sur l'édition 2023, nous aurons un gros travail logistique et de pédagogie vis-à-vis des athlètes, avec le début des mises en listes pour les Jeux. Il rappelle en effet que le système des Jeux oblige les Fédérations à donner une liste large des athlètes avant le 1<sup>er</sup> mars 2024.

#### ***4.5 – Point sur les nouveaux dispositifs du PPF***

Julien Issoulié rappelle que le nouveau dispositif du PPF a été salué par l'ANS notamment sur le ciblage sur plusieurs générations. Malheureusement nos relations avec l'ANS se sont tendues durant l'été en raison de leur refus de nous octroyer les 300 000 Euros d'avenant qui étaient prévus et qu'ils nous ont finalement versés. Ensuite, sur les 70 000 Euros demandés pour l'accession WP, les subventions ont été revues à la baisse. Avant les Championnats d'Europe, l'ANS nous avait octroyé une enveloppe de 227 000€ qui couvrirait pratiquement toutes nos demandes (et nous n'avions selon eux pas demandé assez...), pour ensuite la baisser de 80 000 Euros, surtout sur le WP. En octobre, les montants ont finalement été réhaussés à la moitié de la demande.

Il se dit convaincu que le dispositif du PPF est bon, malgré le manque de ressources pour le faire. Pour 2023, nous devrions être sur une enveloppe au minimum identique à 2022.

Il remercie les ligues qui se sont investies dans ce dispositif et qui ont réussi à monter des programmes. Nous devons maintenant le rendre plus efficace, avec une planification plus légère. Quoiqu'il arrive ces sommes n'étaient pas dans l'économie du WP donc c'est un vrai plus.

### **5. Point sur l'organisation du « Giant Open » et sur la candidature de la France aux Championnats d'Europe 2026**

---

Laurent Ciubini accueille les deux représentants de la Société Eventeam, Karim HERIDA et Roch FRANCOIS, qui accompagnent la Fédération sur ces deux projets événementiels.

#### ***5.1 - Giant Open des 18 et 19 mars 2023***

- Poursuite des échanges avec les collectivités de St Germain en Laye et de Montpellier, pour une implantation dans une logique pluriannuelle, avec un choix collectif guidé par à la fois un partenariat financier, mais également organisationnel. Ce choix devrait intervenir en fin de semaine. Les deux propositions sont à la hauteur de nos attentes, les discussions financières étant en cours de finalisation.

- Concernant le champ de stratégie communication et marketing : en cours le choix du logo, plateforme de marque, charte graphique. Pas d'objectif de valorisation en amont de la billetterie. Une proposition sera présentée la semaine prochaine pour lancer une communication à partir de janvier prochain.
- Médiatisation : processus de partenariat en cours avec France Télévision, probablement associé à BEIn, avec un appui de RMC dans le dispositif de promotion de l'événement.
- Cet événement est positionné comme finalité des étapes qualificatives de Marseille et Nice, avec comme objectif d'attirer le plateau le plus relevé possible (propositions de packages en cours pour les athlètes étrangers).
- Partenariat économique : une dizaine de cibles ont été prospectées, dont des discussions bien engagées avec deux cibles prioritaires.
- Travail croisé très étroit avec les équipes fédérales sur tous ces sujets.

### **5.2 – Candidature aux Championnats d'Europe 2026**

- 2 phases : la déclaration d'intention et la candidature formelle à la LEN
- Mise en place de plusieurs groupes de travail :
  - o Relations avec les institutions pour obtenir les lettres de soutien nécessaires à la candidature,
  - o Concept de l'événement en termes d'accueil et de vision, dont la célébration autour de l'héritage Paris 2024, et une dimension responsabilité sociétale et environnementale très forte.
  - o Concept Sport : définition des grands axes et contours de l'événement au sein du CAO et sur la Seine comme deuxième toile de fond
- 12M€ de budget
- Concept d'hébergement en partenariat avec le groupe Accor
- Concept de mobilité en partenariat avec la RATP
- Construction des piliers du budget avec la LEN
- Obtention des courriers d'intention et de garantis qui vont permettre de sécuriser notre candidature auprès de la LEN
- Une deuxième phase de discussions et d'influence sera ensuite engagée

Denis Cadon s'interroge sur 3 points : quelles sont les disciplines concernées ? A-t-on connaissance d'éventuelles villes concurrentes ? Quid des risques éventuels liés à l'autofinancement du budget ?

Laurent Ciubini répond que toutes les disciplines sont concernées, à l'exception du Water-Polo et des Maîtres. En ce qui concerne les éventuels autres candidats, Budapest a été évoqué, mais sans confirmation à ce stade. Concernant la construction budgétaire, nous sommes au début du chemin mais nous tendons vers l'équilibre, l'étape de la ventilation des recettes étant une deuxième phase de ce projet.

Pour compléter, Karim Héreda précise les 3 phases de construction du budget prévisionnel : poser un budget réaliste et réalisable, l'affiner dans les deux dimensions (recettes réelles réalisables et ajustement des dépenses) et contractualisation. Moins évidemment il y aura de concurrents, plus les marges de négociations avec la LEN seront possibles. Nous sommes aujourd'hui en avance dans le processus.

Les représentants d'Eventeam quittent la réunion.

Julie Eissen demande des précisions sur les modalités de rémunération d'Eventeam.

Laurent Ciubini répond qu'en ce qui concerne les CE 2026, Eventeam a été retenu sur appel d'offres pour la constitution du Bid Book et la réalisation d'une vidéo, à hauteur de 35 000€ sur 2022 et 2023. Sur le Giant Open, il s'agit d'un partenariat sur lequel la société s'est engagée à ramener 350 000 Euros de partenaires privés et à compenser si ce montant n'était pas atteint.

Gilles Séziane confirme qu'il n'est pas question pour les Championnats d'Europe d'aller sur une organisation qui ne serait pas à l'équilibre. En ce qui concerne Eventeam il s'agit également d'un test pour l'avenir dans une optique de recherche de partenaires.

Evelyne Ciriégi dit avoir déjà travaillé avec Eventeam et loue leur sérieux.

## 5 Point sur l'avancement des travaux du CAO

---

Basile Gazeaud présente un point d'étape sur l'avancement des travaux du CAO. A cette date les travaux enregistrent cinq semaines d'avance sur le prévisionnel. L'ensemble de la structure béton a été coulée, les catènes en bois qui caractérisent le toit ont été posées. Même s'il ne s'agit de l'infrastructure souhaitée au départ, le CAO est un grand équipement qui pourra accueillir des Championnats d'Europe et les Championnats de France Elite.

## 6 Calendrier institutionnel

---

- **Mercredi 8 mars 2023** : Comité Directeur en présentiel avec en option une visite du CAO le matin.
- **Mercredi 3 mai 2023** : Comité Directeur (envisagé à Montpellier dans le cadre de la Coupe du Monde de Natation Artistique).

## 7 Clôture des travaux par le Président

---

Gilles Sézionalé remercie tous les présents pour ces échanges. Une date en janvier 2023 sera rapidement proposée pour travailler sur le montage du budget 2023. Il invite d'ores et déjà tous les cercles à commencer à y travailler. Tous les éléments seront adressés en amont afin que chacun puisse se positionner sur les arbitrages à faire, le but étant de trouver le meilleur compromis.

Des choses restent à faire en matière de marketing pour augmenter les recettes, quitte si besoin à externaliser en complément de qui est déjà fait par nos équipes. Nous devons mener nos actions de développement, et nous avons besoin pour ce faire d'un fonds de roulement suffisant pour permettre d'investir sereinement. Nous devons rester soudés sur nos choix, en définissant des priorités, notamment concernant notre investissement sur les Jeux de 2024 et le Développement.

Il souhaite à toutes et à tous d'excellentes fêtes de fin d'année.

**Clôture des travaux à 17h05.**

**La secrétaire générale**

**Dominique CUPILLARD**

**le Président**

**Gilles SEZIONALE**